



27 Boulevard Saint Martin – 75003 PARIS
Site : <http://www.sitecommunistes.org>
Hebdo : communistes-hebdo@sitecommunistes.org
Courriel : communistes@sitecommunistes.org

26/10/2023

Non à la répression du syndicalisme de classe et des libertés collectives ***Non à la criminalisation des défenseurs du peuple palestinien***

Depuis le 7 octobre, le gouvernement et les *media*, instruments de propagande au service du Grand Capital adoptent et imposent un mode de pensée et d'expression qu'il est interdit de discuter, même à la marge et auquel il est encore plus interdit de déroger. C'est une véritable chape de plomb.

Dans un pays où la liberté d'expression est censée être une valeur fondamentale, dès que l'on sort de ce que l'idéologie dominante promet, on est sommé de s'expliquer sur ce que l'on a dit ou écrit, et même sur ce que l'on n'a pas dit ni écrit. Pas une seule tête qui dépasse, pas un mot ne serait-ce que d'empathie pour le peuple palestinien et les malheurs qu'il vit depuis la Catastrophe de 1947.

Comme l'assimilation des critiques contre l'État colonial d'Israël à de l'antisémitisme ne suffit pas, nos dirigeants et leurs porte-parole des *media*, rejoint par une grande partie des politiciens, ont recours au concept de "terrorisme", concept pour le moins contestable quand on sait qu'il a été employé par les nazis pour désigner leurs opposants intérieurs communistes puis par les gouvernements collaborationnistes de tous les pays d'Europe occupés par le III^{ème} Reich pour tous les Résistants .

Les manifestations de solidarité avec la Palestine, ou même celle qui demandent simplement un cessez-le-feu et l'arrêt du massacre de Gaza ont été interdites sans exclusion et sont désormais autorisées sous conditions au compte-goutte. Mais, même interdites, elles ont lieu. Partout dans le monde, les peuples expriment leur solidarité avec la Palestine occupée.

C'est dans ce contexte que notre camarade Jean-Paul Delescaut, secrétaire-général de l'Union Départementale CGT du Nord, a été interpellé à son domicile à 6 heures du matin et mis en garde à vue pour « *apologie du terrorisme* », simplement parce que l'UD-CGT 59 a exprimé sa solidarité avec le peuple palestinien et a eu le malheur d'écrire cette phrase : « *Les horreurs de l'occupation illégale se sont accumulées. Depuis samedi elles reçoivent les réponses qu'elles ont provoquées.* » Pourtant, dès le 7 octobre, le quotidien israélien "Haaretz" indiquait que le seul responsable de ce qui venait de se passer était Netanyahu.

Comment ne pas faire le rapprochement avec la répression syndicale féroce menée contre ceux qui ont organisé la grève durable au moment de la lutte contre la destruction de notre système de retraites ? On frappe les plus déterminés des syndicalistes de classe ceux qui ont mené la bataille de classe jusqu'au bout comme ceux qui osent briser la chape de plomb et dire les responsabilités d'Israël. La mise en garde-à-vue du secrétaire-général de l'UD-CGT 59 relève exactement de la même action politique que la convocation à la gendarmerie du secrétaire-général de la fédération CGT de l'Énergie. Il s'agit de faire taire les récalcitrants, de les punir et de faire peur à tout le monde.

La répression antisyndicale, la répression contre les défenseurs de la cause palestinienne, ça suffit ! Nous assurons de toute notre solidarité et de notre sympathie les camarades de l'UD CGT du Nord. L'ampleur de l'attaque dont ils ont été l'objet montre qu'ils ont touché juste, qu'ils gênent les capitalistes et leurs exécutants du gouvernement et des *media*, contrairement à tous ces prétendus apôtres de la paix qui mettent sur le même plan l'État colonialiste et le peuple colonisé.

Ce qui est interdit, en réalité, c'est de contextualiser, de dire ce qui s'est passé avant le 7 octobre 2023. Mais personne ne nous empêchera de dire que l'État d'Israël, qui, en 1947 et 1948, a expulsé 800.000 Palestiniens de

l'endroit où ils vivaient, a détruit leurs maisons et spolié leurs terres, qui, depuis 1967, occupe, contre toutes les résolutions de l'ONU, toute la Palestine, qui a sabordé les accords d'Oslo, multiplié la répression et la colonisation, a construit peu à peu une situation d'apartheid, est le seul et unique responsable de ce qui s'est passé et de ce qui se passe.

Le Parti Révolutionnaire Communistes exige un cessez-le-feu et une véritable paix, qui ne soit pas le leurre des accords d'Oslo. Et nous affirmons que la condition "*sine qua non*" pour cette paix, c'est le retrait des militaires israéliens de tous les territoires occupés, y compris Jérusalem Est, le démantèlement de toutes les colonies, le droit des palestiniens à un État et le droit au retour pour tous les réfugiés palestiniens expulsés de leur territoire.